

Priorités du PVE pour l'année 2019 : les combats du Parti Vert Européen

Chères électrices, chers électeurs,

Le temps est venu de nous attaquer au changement climatique. Il est temps de protéger la démocratie. Il est temps aussi de lutter contre la haine et le racisme et d'œuvrer pour la justice sociale - il est grand temps que l'Europe change et concrétise les rêves de ses citoyen.nes.

La vision du Parti Vert Européen est celle d'une Europe qui se bat pour une conception écologique de nos économies c'est à dire le développement d'économies durables génératrices de nouveaux emplois de qualité. Une Europe qui recherche la justice sociale et trans-générationnelle, la démocratie inclusive. Une Europe qui protège ses citoyen.nes et les responsabilise. Une Europe qui met en valeur la diversité et fait respecter l'état de droit. Une Europe qui s'engage pour la paix dans le monde et les objectifs de développement durable. C'est cela que nous devons à nos enfants et au monde.

Nous voulons renouveler la promesse de l'Europe et porter ensemble le projet européen. Nous nous battons pour repousser et isoler celles et ceux qui se servent de critiques fondées sur les lacunes et les erreurs de l'Europe pour tenir un discours extrémiste, anti-européen et xénophobe. Nous disons « non » à une Europe des nationalismes. Nous tenons le processus d'unification européen pour une avancée historique aux multiples avantages pour les Européen.nes. Cependant, ne nous reposons pas sur nos lauriers : l'Europe, notre maison commune, exige dévouement et responsabilité.

Il appartient à chaque génération de renforcer les liens de l'unité européenne. Aujourd'hui, et c'est essentiel, c'est à nous de porter ensemble nos valeurs et nos intérêts communs dans le monde. Pour relever les grands défis actuels, nous devons nous mettre d'accord sur la souveraineté européenne parce que nos nations ne sont individuellement pas assez puissantes. Ensemble, en tant qu'Européen.nes, nous devons relever les défis et saisir les opportunités qui s'offrent à nous. L'Union Européenne doit défendre le multilatéralisme, les droits humains, le développement durable et la résolution non violente des conflits.

Pour construire une Europe au service de ses citoyen.nes, il nous faut renforcer la démocratie. Le cadre institutionnel de l'UE doit évoluer vers une démocratie à plusieurs niveaux, dans laquelle toutes les décisions publiques sont prises de façon transparente par des représentant.es élu.es et politiquement responsables. Ce cadre doit permettre aux citoyen.nes de participer activement afin de faire changer les choses et de transformer l'Europe de façon positive. Dans ce contexte, nous appelons également à la transparence et à la réglementation stricte du lobbying. C'est dans cet intérêt commun que nous joignons nos forces aux mouvements pour la solidarité, la responsabilité environnementale et climatique, l'État de droit, le féminisme, la justice et la liberté. Ces valeurs Vertes sont au cœur de nos initiatives pour une démocratie populaire. L'Union Monétaire et Économique doit

être réformée pour que les progrès profitent à toutes et tous, sans que personne soit laissé pour compte.

Les élections européennes à venir seront plus décisives que jamais et nous appelons toutes les citoyen.nes européen.nes à faire usage de leur droit de vote. La réussite ou l'échec de l'Europe repose sur le vote des citoyen.nes - sur votre vote. Voici, ci-dessous, les douze combats prioritaires du Parti Vert Européen pour l'Europe du changement :

Agir sur le changement climatique par l'élimination progressive du charbon, la promotion de l'efficacité énergétique et la transition vers des énergies 100 % renouvelables

Le changement climatique est le défi majeur de notre génération. L'humanité doit s'engager sur la question du changement climatique ou risquer de commettre des ravages irréparables et rendre de nombreuses régions de la planète pratiquement inhabitables. Cependant la crise climatique n'est pas une fatalité : notamment grâce à l'énergie solaire, à l'éolien et autres énergies renouvelables. Il est temps d'adopter des énergies 100 % renouvelables, d'améliorer l'efficacité énergétique et d'abandonner progressivement les énergies fossiles et le nucléaire, tout en créant des emplois durables dans les régions concernées. Nous nous engageons à soutenir une transition juste vers une économie zéro émission, nécessaire pour réduire rapidement le niveau d'émissions et limiter le réchauffement global à 1,5 °C. Pour accentuer nos efforts, un budget carbone de l'UE et un prix plancher élevé du carbone devront absolument être instaurés. Nous préconisons l'élimination progressive du charbon d'ici à 2030, et celle des autres énergies fossiles par la suite. Les États membres doivent cesser de financer les énergies fossiles et le nucléaire. L'Europe doit renoncer aux combustibles fossiles et mettre fin aux investissements fossiles publics et privés.

Investir dans la recherche, l'innovation et le développement d'une économie verte

L'Europe a l'opportunité de devenir un leader mondial dans la transition vers une économie circulaire neutre en carbone, notamment par le biais d'un «Green New Deal» (New Deal Vert) mettant fin au paradigme de l'austérité et garantissant un développement économique juste pour toutes et tous. Cette démarche garantit la création d'emplois décents et de qualité, mais aussi la durabilité et l'inclusion sociale, ainsi qu'une meilleure stabilité et une capacité de résistance à la crise. Cela, nous voulons le faire en partenariat avec les acteurs économiques, les salarié.es, les syndicats et les entreprises afin de promouvoir la sécurité économique. Nous appelons à la création d'une autorité Européenne efficace et indépendante pour superviser le secteur numérique, afin de contrôler et limiter le pouvoir des grandes entreprises sur le marché. L'Europe doit mener une politique industrielle commune durable. Nous appelons à l'écologisation de la production et des finances, et luttons fermement contre l'écoblanchiment. Le développement d'infrastructures adéquates doit être une priorité absolue ; l'accent doit être mis sur la recherche et l'éco-innovation. Le développement des technologies numériques et des technologies propres doivent aller de pair, être guidés par les besoins de la société et respecter les objectifs de développement durable établis par la communauté internationale.

Nous ne pouvons pas laisser la (dé) réglementation et les accords commerciaux saper ou entraver le progrès environnemental et social.

Assurer un salaire minimum décent dans les États membres

L'Europe doit se penser comme une véritable union sociale qui donne du pouvoir aux travailleur.ses, lutte contre la pauvreté et réduit les inégalités. Pour ne pas succomber aux politiques d'austérité ou à la cupidité des entreprises, la promesse sociale de justice et d'inclusion pour tou.tes les citoyen.nes doit être renouvelée. Nous luttons contre le dumping social. L'Europe doit garantir des conditions de travail décentes, une rémunération juste et le respect des droits syndicaux. La législation-cadre européenne doit être appliquée par le biais de l'adoption par le prochain Parlement Européen d'une directive sur le revenu minimum, qui fera en sorte que les États membres garantissent un salaire minimum décent à leurs citoyen.nes, dans le respect des systèmes nationaux de sécurité sociale. Les Verts s'engagent aussi pour des congés de maladie et des congés parentaux équitables dans tous les pays. Les droits sociaux doivent devenir juridiquement contraignants. Nous soutenons également les expériences nationales sur le revenu universel de base et les dispositifs de réduction du temps de travail.

Faire respecter l'État de droit et les droits fondamentaux, accroître la transparence et lutter contre la corruption

L'État de droit est menacé, tant en Europe qu'à l'international. On doit le défendre contre l'autoritarisme, c'est là protéger l'âme même de l'Europe. Les institutions européennes et les États membres doivent se mobiliser et s'unir dans ce combat. Un mécanisme complet et contraignant doit être mis en œuvre pour permettre à l'UE de contrôler régulièrement l'état de la démocratie, le respect des droits des oppositions, de l'État de droit, de la liberté de la presse et des droits fondamentaux dans tous les États membres. Il est tout aussi nécessaire de garantir un système de dialogue politique et d'intervention rapide pour soutenir les médias indépendants et la société civile et, si besoin, appliquer les sanctions nécessaires. Les institutions européennes ont aussi un devoir de transparence vis à vis des citoyen.nes. Le manque de transparence du Conseil compromet la responsabilité démocratique, et favorise les indignations hypocrites contre « Bruxelles ». L'UE doit offrir un soutien solide aux groupes minoritaires contre toute discrimination. Elle doit protéger les militant.es, les journalistes et les lanceurs d'alerte qui dévoilent au grand public des informations cachées. Les fonds européens doivent servir les règles européennes. Les gouvernements nationaux ayant bafoué l'État de droit doivent être privés de tout contrôle sur les subventions attribuées par l'UE, sans que les bénéficiaires finaux en soient affectés. La corruption ne peut en aucun cas être tolérée.

Défendre le droit d'asile et établir des voies de migrations légales et sûres

L'histoire sombre de l'Europe a été porteuse d'enseignements et nous a permis d'instaurer des garanties de sécurité pour les demandeurs d'asile. Pour nous, le droit d'asile est non négociable. Nous voulons une politique d'asile fondée sur la solidarité, l'humanité et un



processus méthodique, incluant un partage équitable des responsabilités entre les États membres, et le rétablissement d'une mission européenne de secours en mer. L'Europe doit instaurer des normes et des règles communes pour la mobilité de la main-d'œuvre et les migrations. Nous demandons à l'Union de soutenir les pays et les municipalités accueillant les réfugié.es et les migrant.es. Aider les migrant.es ne devrait jamais être criminalisé. De la même façon, la place des demandeurs d'asile n'est pas en prison.

Faire du train en Europe une véritable alternative à l'avion

Un de nos plus grands combats écologiques porte sur la transformation du secteur des transports à travers l'Europe afin de surmonter notre dépendance aux moyens de transport polluants le plus rapidement possible, de mettre un terme à la pollution croissante de l'aviation, et d'investir massivement dans des réseaux ferroviaires régionaux et transnationaux. Les émissions de CO₂ du secteur des transports continuent d'augmenter, plus particulièrement celles des voitures et des avions. Les trains à grande vitesse, les trains de nuit mais aussi les trains régionaux offrent une alternative positive au transport aérien pour relier les pays et régions. Pour équilibrer la concurrence entre le ferroviaire et l'aérien, les vols doivent également être taxés comme il se doit.

Protéger la santé des citoyen.nes en luttant contre la pollution de l'air et de l'eau, et en mettant fin aux déchets plastiques

Une action déterminée en faveur de l'environnement peut améliorer la vie de millions de gens. Pour protéger l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons, nous devons réduire la pollution le plus rapidement possible. Les particules fines et autres polluants atmosphériques causent des milliers de morts chaque année. Une augmentation significative des maladies est due à la dégradation de l'environnement et à une mauvaise hygiène de vie. Les produits chimiques, les hormones, les nitrates et les micro plastiques contenus dans notre alimentation représentent de véritables risques pour la santé. L'UE doit impérativement s'attaquer aux racines du problème et prendre les mesures nécessaires. Les plastiques non recyclables seront taxés ou interdits, des alternatives durables seront développées et les objectifs de recyclage renforcés. La Nature est précieuse, pour la préserver nous prévoyons d'étendre les espaces naturels protégés pour couvrir les écosystèmes clés. L'UE doit adopter un nouveau programme d'action pour l'environnement. En aucun cas les atteintes à la nature et à la biodiversité ne doivent être financées. Les aires marines protégées devraient aussi représenter 20 % de notre surface maritime.

Produire localement des aliments sains, sans OGM ni pesticides, et lutter contre la maltraitance des animaux

A l'avenir, l'argent des contribuables européen.nes sera investi dans une production alimentaire saine, plutôt que de subventionner une agro-industrie qui détruit les sols, aggrave la crise de la biodiversité et monopolise la production alimentaire. Les pesticides les plus toxiques doivent être interdits dès que possible. Nous nous opposons fermement à la mise sur le marché international de produits agricoles européens affectant négativement la



production alimentaire locale de nombreux pays en développement. Les subventions dont bénéficient les agriculteurs à travers les politiques agricoles européennes doivent refléter leur capacité à s'engager pour le climat, protéger l'eau, investir dans le bien-être animal, défendre la biodiversité et éliminer les OGM. Face à l'enrichissement continu des multinationales, nous demandons l'application de prix équitables pour les agriculteurs des zones rurales vitales. Les Verts s'engagent aussi pour le bien-être des animaux d'élevage et s'opposent à la cruauté de l'élevage de masse et à la torture du transport d'animaux vivants sur de longues distances.

Garantir le libre accès à une éducation de qualité, des stages correctement rémunérés et des emplois de qualité pour les jeunes

L'avenir de l'Europe, sa construction reposent sur les jeunes européen.nes. Nous leur devons les meilleures conditions possibles pour ce faire et faciliter leur émancipation. Il est donc essentiel de garantir une éducation supérieure de qualité et abordable ainsi que de bonnes conditions de formation, un accès équitable à des emplois rémunérateurs. La protection sociale des jeunes doit être garantie par le biais du revenu minimum et par des expériences sur le revenu de base. L'UE doit encourager les États membres à accroître les budgets de l'éducation. Un investissement massif de l'UE dans la formation tout au long de la vie et la requalification est nécessaire. Le financement européen des programmes d'échange, tels que le programme Erasmus, doit être multiplié par dix. Chaque jeune doit avoir la possibilité de participer à un programme d'échange, indépendamment de sa situation financière ou de son parcours pédagogique. Le financement stable et suffisant du Corps européen de solidarité devrait aussi permettre aux jeunes de l'UE de développer leur propre projet de bénévolat. Nous lutterons fermement contre toute réglementation du marché du travail faisant obstacle à l'accès équitable des jeunes au marché de l'emploi. Le concept du « Pass culturel européen » sera également suggéré pour enrichir le programme Erasmus.

Lutter pour la justice fiscale

Chacune, chacun, doit payer sa juste part d'impôt parce que l'évasion et la fraude fiscale sont une atteinte à la démocratie. Nos sociétés sont de plus en plus divisées et une fiscalité inéquitable creuse le fossé des inégalités. Cette inégalité croissante, des lobbies sans entraves et la corruption constituent de réels dangers pour la démocratie. Les Verts s'engagent à créer des régimes fiscaux qui mettent fin aux privilèges des multinationales et des particuliers fortunés. Nous nous sommes battus avec acharnement au Parlement Européen pour plus de justice fiscale. Nous continuerons sans relâche à dénoncer les paradis fiscaux, l'évasion et la fraude fiscale, ainsi que le blanchiment d'argent. Il est inacceptable d'exonérer d'impôts nombre de grandes multinationales et les grandes plate-formes d'accès à Internet. Cela nous conduit à demander l'instauration d'un impôt numérique en Europe. Les Verts s'opposent à toute concurrence fiscale déloyale entre les États membres, elle est source de complications dans les budgets publics.

Se battre pour une Europe féministe, contre les violences de genre et pour l'égalité des droits

L'égalité des genres est au cœur des politiques du Parti Vert Européen. Le droit à l'avortement doit être inscrit dans la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne. Nous voulons que les soins, les services de santé sexuelle et reproductive soient sûrs et gratuits, de bonne qualité et accessibles à tou.tes et cela inclut le droit à l'avortement. Comme le préconise l'Union européenne pour prévenir et combattre les violences contre les femmes et la violence domestique, l'Europe doit lutter contre les violences fondées sur le genre. La mise en œuvre de la Convention d'Istanbul doit être une priorité dans tous les états membres. Nous sommes déterminés à instaurer l'égalité de rémunération pour un même travail, ainsi que la représentation équilibrée des sexes au sein des structures de pouvoir. Nous nous engageons aussi pour des politiques et services qui reflètent la diversité des européen.nes, et luttent contre toute forme de discrimination et de violence, y compris contre la communauté LGBTIQ (lesbien, gay, bisexuel, transgenre, intersexe ou queer).

Mettre fin aux exportations d'armes vers les régimes de dictatures et les belligérants, et favoriser le développement

L'UE reste un projet de paix. Pour maintenir cette paix, l'Europe doit instaurer une politique commune de sécurité et de défense, une mise en commun et un partage des ressources, et une coordination des efforts des États membres au niveau européen. L'Europe ne doit pas chercher à tirer profit de l'exportation sans scrupule d'armes et de technologies de surveillance vers des régimes de dictature ou de belligérants. Des directives strictes en matière d'exportations doivent être imposées. La stabilité et le développement ne peuvent être garantis par les seuls moyens militaires. L'Europe doit augmenter son budget de financement au titre de la coopération et du développement à hauteur de 0,7 % du PIB, et accroître l'effort de financement pour la prévention, la résolution et la modération des conflits civils plutôt que de le diminuer. Elle doit aussi pouvoir défendre et miser pleinement sur ses instruments de politique étrangère lorsque les droits de l'homme et l'environnement sont menacés. Le concept global de sécurité humaine ne peut prospérer que dans un cadre de coopération internationale fondé sur le multilatéralisme, la justice internationale, les règles de l'État de droit et la protection des droits humains.

Chères électrices, Chers électeurs,

Les prochaines élections seront décisives pour l'avenir de l'Europe. Nous souhaitons vivement dépasser le statu quo actuel et écrire ensemble le nouveau chapitre de l'épopée européenne. Le monde ne cesse d'évoluer et l'Europe n'a pas de temps à perdre. Soyons les acteurs ; les actrices européen.nes du changement ! Misons sur une analyse radicale, afin de nous fixer des objectifs visionnaires dans une approche pragmatique.

Les Verts européens s'engagent pour les luttes prioritaires présentées ici. Nous invitons toutes les citoyennes et tous les citoyens européens à nous rejoindre dans ce combat. Seule l'élection d'un grand nombre de membres du Parti Vert Européen issu.es de plusieurs pays nous permettra ces avancées. Nous formerons des alliances progressistes et construirons



29^e Conseil
23-25 novembre 04-12-2018
Berlin
par le Parti Vert Européen (PVE)

les majorités nécessaires au sein du prochain Parlement européen afin de mettre en œuvre ces priorités. Les Verts s'engagent à soutenir aux élections européennes un.e candidat.e chef.fe de file qui partagera ces objectifs, en tant que président.e de la prochaine Commission Européenne. Construisons ensemble une Europe meilleure pour demain.

En cas de divergence, c'est la version [anglaise](#) qui prévaut